

NICOLAS LE MOIGNE

## Liechtenstein : les paradoxes d'un modèle industriel dans l'espace rhénan

Nicolas Le Moigne est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et agrégé d'histoire. Il a été membre de la Mission historique française en Allemagne à Göttingen de 2003 à 2006. Il enseigne au Lycée Michel-de-Montaigne (Mulhouse) et à l'Université de Haute-Alsace (département Histoire/Patrimoines). Il est également chercheur associé au CRÉSAT.

LE LIECHTENSTEIN est généralement ressenti comme un paradis fiscal et un centre financier. Pays agricole jusqu'aux années 1960, il est pourtant aujourd'hui le pays le plus industrialisé d'Europe en termes d'emplois et de contribution au P.I.B., malgré les contraintes liées à sa situation de micro-État. Ce modèle industriel est aussi un contre-modèle, dans la mesure où ses coûts salariaux sont très élevés, ses capitaux stables et familiaux, et ses centres de commandement situés sur place : autant de paramètres qui, inversés, expliquent en grande partie les scénarios de désindustrialisation visibles dans d'autres pays d'Europe comme la France. Cette contribution s'attache à analyser les éléments économiques, mais aussi sociaux et politiques de ce paradoxe, dans un petit pays qui ressemble beaucoup à un « pôle de compétitivité », avec les marges de manœuvre d'un État indépendant.

DAS FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN wird öfters als Steuerparadies und berühmmt-berühmtigter Finanzplatz wahrgenommen. Trotzdem tritt es auch als erfolgreicher Industriestandort auf : Mit 38 % kommt nämlich der Anteil der Industrie an der Wertschöpfung an die Spitze in Europa. Dieser Beitrag erörtert die Hauptzüge dieser *Success Story* am Oberrhein : Spezialisierung auf forschungsintensive Marktnischen, qualitativ hochstehende Produkte, hohe Arbeitskosten, Konsensgesellschaft, stabile Staats- und Wirtschaftsordnung und tiefe Staatsquote. Die liechtensteinischen Unternehmen sind übrigens klein, in Familienbesitz, und behalten ihren Sitz vor Ort – und zugleich leistungsfähig im globalen Welthandel. In diesem Zusammenhang sieht Liechtenstein wie ein industrielles Exzellenzcluster aus, mit den Handlungsspielräumen der Souveränität.

LIECHTENSTEIN IS GENERALLY PERCEIVED as a tax haven and a financial center. Farming country until the 1960's, the Principality is nowadays the European most industrialized country in terms of jobs and contribution to the GDP, despite the constraints linked to its size. This industrial model is also a counter-model, insofar as its salary costs are very high, its capital stable and family owned, and its centers of decisions located in the micro-state: many parameters which, inverted, explain in great part the scenario of deindustrialisation visible in other European countries, such as France. This contribution will focus on analyzing the economics as well as the social and politics factors of this paradox, in a small country which looks like more a "pôle de compétitivité" with decisions margins of an independent state.

**A**vant d'être le pays des paradoxes, le Liechtenstein est celui des clichés. Dernière relique du défunt Saint-Empire, la petite principauté coincée entre les Alpes et le Rhin a dû sa survie à la protection des Habsbourg, puis à celle de la Suisse après l'effondrement de la monarchie austro-hongroise en 1918. Cet « État où le temps s'est arrêté et où les hommes vivent loin des grands problèmes qui occupent le reste du monde »<sup>1</sup> est du reste le seul au monde, avec l'Arabie saoudite, à porter le nom d'une famille, celle qui l'a fondé et avec laquelle son identité nationale se confond<sup>2</sup>. Cette dynastie vit éloignée des paparazzis et serait, dit-on, la plus riche d'Europe ; les amoureux des Muses savent au demeurant qu'elle est à la tête d'une des plus grandes collections privées d'art au monde<sup>3</sup>. On sait moins que, ruinée plusieurs fois avant de finir expropriée de ses immenses propriétés tchèques par les décrets Beneš en 1945, elle a dû plusieurs fois « voir en un instant détruit l'ouvrage d'une vie, et sans dire un seul mot, se mettre à rebâtir », comme le fils imaginaire de Kipling dans *Si*. Lorsque le prince François-Joseph II fuit l'Anschluss et quitte Vienne pour s'installer à Vaduz en 1938, il est à la tête d'un pays essentiellement rural, et où le chemin du développement économique commencera seulement après la Seconde Guerre mondiale<sup>4</sup>.

1. André-Louis Sanguin, « Le Liechtenstein, principaux aspects de la géographie politique d'un micro-État alpin », *Revue de géographie alpine*, 67/4 (1979), p. 423-435, p. 424.

2. Les Liechtenstein font partie de la haute noblesse de Bohême et doivent leur ascension au service des Habsbourg ; ils acquièrent en 1719 ce qui se nommait jusqu'alors les seigneuries de Vaduz et de Schellenberg, auxquelles ils ont donné leur nom.

3. Interrogé à ce propos par la télévision autrichienne ORF 2, S.A.S. le Prince Hans-Adam répond avec malice qu'il ne sait pas exactement, car il « ignore quelle est la fortune des autres » (« Die Familie Liechtenstein », ORF Dokumentation, 15 août 2017 [En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=kzsTRPlrYLE&t=1118s>]).

4. Pour un panorama du décollage de l'économie du Liechtenstein de 1945 à nos jours à partir des données de l'office des statistiques (*Amt für Statistik*), voir Wilfried Marxer, *Liechtensteins Wohlstand, wie er entstanden ist. Eine Literaturanalyse*, Vaduz, Liechtenstein-Institut, 2003, p. 5-11.

Un second cliché est celui du paradis financier : la principauté tirerait sa richesse du secteur financier, et sa prospérité procèderait avant tout de la dissimulation fiscale et du blanchiment. Les médias ont notamment relayé en France les tensions causées en 2008 par l'identification, par les services secrets allemands, d'environ 200 contribuables de la République fédérale disposant de comptes secrets à Vaduz<sup>5</sup> – tensions attisées par les déclarations fracassantes du prince Hans-Adam, accusant les pays de l'Union de s'en prendre à la principauté faute de savoir mettre de l'ordre dans leurs finances publiques<sup>6</sup>. Un dernier lieu commun est celui de la commercialisation de la souveraineté, à travers la vente de la nationalité, la philatélie ou les « sociétés-boîtes à lettres »<sup>7</sup>. Ces images correspondent en partie à la réalité économique de ce micro-État, mais conduisent aussi à en occulter la réussite industrielle, caractéristique que le Liechtenstein partage avec le Luxembourg<sup>8</sup>.

Il s'agit pourtant du pays le plus industrialisé d'Europe en proportion de la population active et du P.I.B., avec respectivement 38 % au 31 décembre 2016 et 37,2 % au 31 décembre 2015<sup>9</sup> – des taux qui dépassent ceux de tous les pays membres de l'O.C.D.E., et correspondent presque à ceux de l'« usine du monde » chinoise. Ce scénario de non-désindustrialisation est celui des paradoxes. Alors que les salaires industriels y sont les plus élevés du monde, l'industrie du pays n'en repose pas moins sur les exportations, qui atteignent le chiffre vertigineux de 85 000 CHF par an et par habitant<sup>10</sup>. Par ailleurs, presque tous les centres de commandement des 40 principales entreprises industrielles du pays sont restés à demeure. Certaines d'entre elles produisent

5. Un premier rapport du *Bundesnachrichtendienst* avait provoqué le même type de tensions en 1997. La principauté avait alors maintenu l'intangibilité du secret bancaire, et affirmé son autonomie en matière de lutte contre le blanchiment, voir « Mitteilung der Presse- und Informationsstelle des Fürstentums Liechtenstein », *Liechtensteiner Vaterland*, 21 décembre 1999.

6. Entrevue accordée par S.A.S. le Prince Hans-Adam au *Liechtensteiner Volksblatt*, 13 août 2009 : « Ausserdem haben Deutschland und viele andere Staaten ein unglaubliches Durcheinander mit ihren Staatsfinanzen. Diese müssen sie erst einmal in Ordnung bringen. Dazu sind sie bis jetzt unfähig gewesen. [...] Aber ich habe die Erfahrung gemacht, dass solche Leute nur eine klare Sprache verstehen » [trad. : L'Allemagne et beaucoup d'autres États ont par ailleurs un désordre incroyable dans leurs finances publiques. Ils devraient commencer par y mettre bon ordre. Ils en ont été incapables jusqu'à présent. [...] Mais je sais par expérience que ces gens ne comprennent qu'un langage clair].

7. Sur ces trois instruments dans la politique économique du Liechtenstein, voir Christoph Maria Merki, « Souveränität als Standortsfaktor », *Jahrbuch des Historischen Vereins für das Fürstentum Liechtenstein*, 105 (2006), p. 79-102, notamment p. 84-89.

8. Dans les autres micro-États européens – le Vatican, Monaco, Andorre, Saint-Marin pour les États souverains, les îles anglo-normandes, Man, le Mont-Athos pour les entités quasi-souveraines –, le secteur secondaire occupe en revanche une place négligeable.

9. *Statistisches Jahrbuch Liechtensteins*, 2018, p. 130 et p. 164.

10. Ministerium für Äusseres, *Aussenpolitischer Bericht*, février 2016, p. 17.

et emploient dans le monde entier, en Allemagne et en Suisse, mais également aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Chine – elles y ont cependant implanté de nouvelles structures, sans délocaliser les unités de production d'origine. Avec à peine 160 km<sup>2</sup> et 37 000 habitants, le Liechtenstein est parallèlement un investisseur industriel non négligeable pour certains de ses partenaires : avec 1,3 milliards d'euros, le total des I.D.E. liechtensteinois en Allemagne dépassait par exemple en 2015 ceux de la Pologne, de la République tchèque et du Portugal réunis, et représente le quadruple des I.D.E. allemands entrants<sup>11</sup>. Le développement de l'industrie y a du reste obéi à un scénario inverse à celui des pays voisins : pays rural et agricole jusqu'aux années 1960, une identité industrielle s'y est affirmée seulement à partir de la fin des Trente glorieuses. Le *take-off* a atteint son paroxysme dans les années 1970 à 1990, au moment précis où la désindustrialisation commençait à frapper massivement la France ou le Royaume-Uni. Enfin, si la part du secteur secondaire dans l'emploi et le P.I.B. s'érodent lentement depuis, cela tient essentiellement aux gains de productivité, et non à la disparition d'activités et de branches entières comme on l'a vu en France<sup>12</sup>.

Cette contribution, avec toutes les nuances qu'il faut apporter en raison des spécificités dues à la taille de la principauté, illustre le fait que la désindustrialisation n'est pas inéluctable dans un pays à coûts de production très élevés. Le maintien d'un haut degré d'industrialisation procède au Liechtenstein d'un écosystème fait de politiques publiques, notamment en termes d'infrastructures et de formation, mais aussi de stratégies de spécialisation industrielle, ainsi que de choix en termes d'insertion commerciale internationale. Cet exemple est propice, par ailleurs, aux réflexions liées à la « taille critique » optimale pour la gouvernance économique dans le contexte de la mondialisation, pour les États et pour les entreprises.

## SMALL IS BEAUTIFUL ? LES (DÉS)AVANTAGES COMPARATIFS D'UN MICRO-ÉTAT

### Une industrialisation difficile et tardive

Le pays n'a profité de sa situation dans l'Europe rhénane que de manière récente. Baigné à l'Ouest par le Rhin, le Liechtenstein est en réalité isolé de l'Autriche par les montagnes entourant la Samina à l'Est, avec pour

11. *Ibid.*, p. 12.

12. Si le nombre d'actifs employés dans l'industrie s'est fortement accru en valeur absolue, il décroît en valeur relative : 55,3 % de la population active avec 8 203 actifs en 1990, 37,9 % avec 14 205 actifs en 2016, voir *Statistisches Jahrbuch*, *op. cit.*, p. 130.

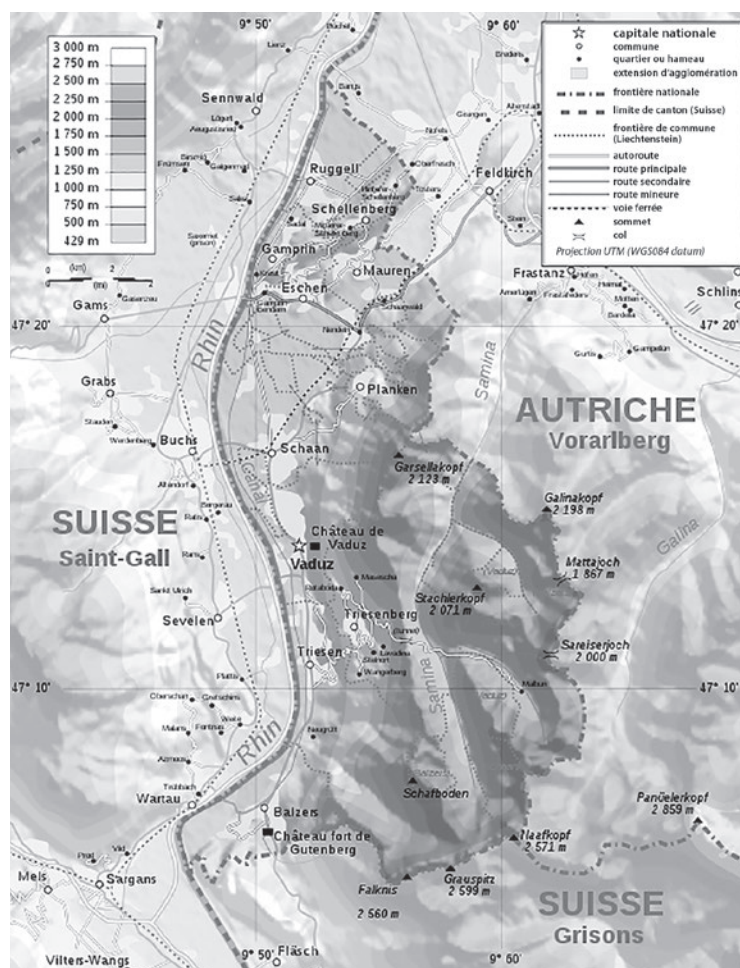


Fig. 1. La Principauté de Liechtenstein

seul point de passage la trouée de Feldkirch, ce qui est l'une des raisons historiques de sa survie. Sa position géographique est cependant privilégiée, dans la mesure où les régions frontalières de Suisse orientale (Thurgovie, Saint-Gall, Appenzell), la rive Nord du lac de Constance en Allemagne et le Vorarlberg autrichien comptent parmi les régions les plus industrialisées d'Europe, avec un effet cluster qui y a favorisé le développement des industries mécaniques. Néanmoins, l'essor des activités industrielles au Liechtenstein ne se fait qu'à partir des années 1950, et le pays fait figure jusque-là d'isolat rural au sein de son environnement régional. Les tentatives, après la Première Guerre mondiale, d'y développer des industries n'ont rien donné de bien probant : en 1947, le pays comptait moins de 1 000 actifs

dans l'industrie, soit autant qu'en 1914<sup>13</sup>. Dans un rapport au gouvernement de 1955, les raisons invoquées pour expliquer la faible industrialisation sont celles qui la justifient aujourd'hui, inversées : un faible esprit d'entreprise de la population, le manque absolu de capitaux, et une faible insertion aux échanges internationaux<sup>14</sup>. Le *boom* industriel ne se produit pas avant les années 1960 : 30 % de la population active travaillait encore dans l'agriculture en 1960, contre 5 % en 1990<sup>15</sup>. Tout aussi frappante est l'absence de foyer urbain d'importance significative, qui aurait permis la concentration des infrastructures et de la main-d'œuvre classiquement associée au processus d'industrialisation. Les deux agglomérations principales, Schaan et Vaduz, ne comptent toujours que 5 500 et 6 000 habitants, tandis que les paysages de la principauté ont gardé un aspect agreste où les structures industrielles sont restées discrètes et disséminées<sup>16</sup>.

### Libre-échange et insertion internationale : des contraintes absolues

En matière commerciale, le pays n'est pas confronté au choix du dosage entre protectionnisme et ouverture, dans la mesure où l'exiguïté de son territoire l'a toujours contraint à une « obligation de coopérer » (*Zwang zum Mitmachen*)<sup>17</sup>. La principauté est en effet insérée, dès ses origines, à un ensemble économique plus vaste dans le cadre d'une union douanière et monétaire. L'union avec l'Autriche a cédé la place, après la Première Guerre mondiale, au traité signé le 29 mars 1923 qui intègre la principauté à l'espace douanier suisse, et prévoit que les accords commerciaux signés par la Suisse s'y appliquent directement<sup>18</sup>. Parallèlement, le franc suisse est devenu dans les faits la monnaie de la principauté, avant que l'union monétaire ne soit formalisée par

13. Alois Vogt, « Die Entwicklung der liechtensteinischen Industrie », in *Fürstentum Liechtenstein im Wandel der Zeit und im Zeichen seiner Souveränität 1806-1956*, Vaduz, Buch- und Verlagsdruckerei, 1956, p. 106.

14. Liechtensteinisches Landesarchiv [Désormais LLA], PA 110/188, « Bericht über die liechtensteinische Industriegeschichte sowie über die Problematik der Industrialisierung in Liechtenstein », p. 1-2 [En ligne : [www.e-archiv.li](http://www.e-archiv.li)].

15. Pour une analyse historique du « miracle économique » du Liechtenstein, voir Christoph Maria Merki, *Wirtschaftswunder Liechtenstein : die rasche Modernisierung einer kleinen Volkswirtschaft im 20. Jahrhundert*, Vaduz/Zürich, Chronos, 2007.

16. Sur l'habitat et les paysages au Liechtenstein, et la nature inhabituelle du tissu urbain pour un pays industriel, voir Igor Deïcha, Henri Rougier, « Au cœur des Alpes, un État pas comme les autres : le Liechtenstein », *Annales de géographie*, 97/540 (1988), p. 129-149, notamment p. 139-142. Pour la population des communes, voir *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 73.

17. Gerard Batliner, « Am Sonntagmorgen des 9. April werde ich mit Ja stimmen », in Liechtenstein-Institut (éd.), *Was will Liechtenstein sein ? Texte aus dem Nachlass von Gerard Batliner (1928-2008)*, Vaduz, Liechtensteinische Akademische Gesellschaft (L.A.G.), p. 174.

18. « Vertrag zwischen der Schweiz und Liechtenstein über den Anschluss des Fürstentums Liechtenstein an das schweizerische Zollgebiet vom 29. März 1923 », *Archiv des Völkerrechts*, 36/2 (1998), p. 239-246.



un traité en 1980<sup>19</sup>. Il en a résulté l'adhésion à l'Association européenne de libre échange en 1960, puis à l'Espace économique européen en 1995<sup>20</sup>.

Au total, le Liechtenstein est partie prenante dans 25 accords de libre-échange, concernant 35 pays dans le monde – il bénéficie notamment des traités bilatéraux de libre-échange signés par la Suisse avec la Chine et le Japon, ce qui n'est pas le cas pour les entreprises de l'Union européenne<sup>21</sup>. Mais ce lien avec le destin économique du voisin rend aussi le pays vulnérable, dans la mesure où deux des instruments principaux de la politique économique – les douanes et la monnaie – n'ont jamais été entre ses mains, pas davantage que le taux de la T.V.A, dont les variations s'alignent dans les faits sur le taux suisse<sup>22</sup>. L'entrée dans l'Espace économique européen en 1995 a renforcé cette intégration, ainsi que l'adhésion au même moment à l'Organisation mondiale du commerce<sup>23</sup>. Cette dernière a souligné en 2017 l'adhésion zélée de Berne et de sa petite sœur Vaduz aux principes du libre-échange mondial, mais cet engagement apparaît aussi pour le Liechtenstein comme une contrainte absolue, du fait de l'exiguïté du marché intérieur<sup>24</sup>. Vaduz a ainsi pris part de manière active en 2015 à la conférence interministérielle de l'O.M.C. à Nairobi visant à lever les mesures de protectionnisme réglementaire frappant les produits des industries de télécommunication : pouvoir compter sur des débouchés mondiaux est en effet la condition de la survie de l'industrie très spécialisée du pays<sup>25</sup>. L'engagement dans les rouages du multilatéralisme s'accompagne d'un appétit de relations bilatérales avec les pays émergents : le ministre du commerce indonésien fait ainsi étape à Vaduz en mai 2019 lors de sa tournée européenne consécutive à la signature du traité de libre-échange avec l'A.E.L.E.<sup>26</sup>.

19. « Währungsvertrag zwischen dem Fürstentum Liechtenstein und der Schweizerischen Eidgenossenschaft », *Landesgesetzblatt*, 52 (1981), 19 juin 1980.

20. « Vereinbarung zwischen Liechtenstein und der Schweiz zum Vertrag vom 29. März 1923 über den Anschluss des Fürstentums Liechtenstein an das schweizerische Zollgebiet vom 2. November 1994 », *Archiv des Völkerrechts*, 36/2 (1998), p. 246-250.

21. Regierung des Fürstentums Liechtenstein, *Standortstrategie 2.0*, mai 2016, p. 19.

22. Dieter J. Niedermann, *Liechtenstein und die Schweiz. Eine völkerrechtliche Untersuchung*, Vaduz, L.A.G., 1976, notamment p. 87-146 pour les aspects économiques. Pour la T.V.A., voir *Gesetz über den Mehrwertsteuer* du 22 octobre 2009 [En ligne : <https://www.gesetze.li/konso/2009330000>] : le taux de base est de 8 %, avec un taux réduit de 2,5 %.

23. Heiko Prange, *Liechtenstein im Europäischen Wirtschaftsraum. Wirtschaftliche Erfolgsbilanz eines Kleinstaates ?*, Vaduz, L.A.G., 2000.

24. Information und Kommunikation der Regierung des Fürstentums Liechtenstein, « WTO-Länderexamen : Überprüfung der liechtensteinischen Handelspolitik in der Welthandelsorganisation », *Medienmitteilung*, 185, 19 mai 2017.

25. Information- und Kommunikation der Regierung des Fürstentums Liechtenstein, « 10. Ministerkonferenz der W.T.O. in Nairobi », *Medienmitteilung*, 640, 21 décembre 2015.

26. « Freihandelsabkommen mit Indonesien », *Liechtensteiner Vaterland*, 17 décembre 2018 ; « Mehr Handel mit Indonesien », *Liechtensteiner Vaterland*, 8 mai 2018.



## De l'*outsourcing* à l'interdépendance transfrontalière

« La situation fondamentale du micro-État est l'impuissance »<sup>27</sup> et l'*outsourcing* de certaines infrastructures, ou de dépenses publiques, est souvent pointé du doigt pour expliquer sa prospérité<sup>28</sup>. Les chemins de fer en sont un exemple, dans la mesure où le trafic sur la ligne qui dessert le pays est assuré par les compagnies suisse et autrichienne, mais aussi les autoroutes et les aéroports, et surtout la défense, prise en charge par la Suisse. Or, la symbiose avec le voisin suisse a plutôt stimulé la recherche d'autonomie, et la principauté s'est dotée d'équipements et de services publics propres depuis la Seconde Guerre mondiale, avec un hôpital, une production d'électricité et de gaz par des compagnies nationales, et une université depuis 1961. Les débats actuels sur les infrastructures portent désormais plutôt sur leur utilisation par les Suisses et les Autrichiens, financée par le contribuable liechtensteinois, et l'*outsourcing* s'est donc de plus en plus mué en interdépendance transfrontalière<sup>29</sup>. Dans le domaine de l'énergie, le producteur national d'électricité L.K.W. ne couvre plus aujourd'hui que 24 % de la consommation avec ses 13 petites centrales hydro-électriques, alors qu'une seule en couvrirait la totalité jusqu'au milieu des années 1960<sup>30</sup>. La volonté de maintenir des ressources propres, combinée aux enjeux environnementaux, a parallèlement conduit le pays à devenir en 2014 le numéro 1 mondial pour le taux d'équipement des particuliers en énergie solaire photovoltaïque<sup>31</sup>, ainsi qu'à développer la production de biogaz<sup>32</sup>. Cette stratégie d'autonomie n'en reste pas moins extrêmement coûteuse à l'échelle du pays, et relativise fortement l'idée d'une externalisation des coûts d'équipements vers les pays voisins.

## La finance et les timbres : des clichés à relativiser

Le poids des ressources traditionnelles des micro-États s'est par ailleurs estompé au Liechtenstein à la suite du développement industriel.

27. « Die Grundsituation des Kleinstaats ist die Machtlosigkeit » (Hubert Büchel, « "Nischenvolkswirtschaft" und Binnenmarktmemberschaft », in T. Bruha, Z.T. Pallinger, R. Quaderer (dir.), *Liechtenstein – 10 Jahre im EWR. Bilanz, Herausforderungen, Perspektiven*, Schaan, L.A.G., 2005, p. 67).

28. C.-M. Merki, « Souveränität », *art. cit.*, p. 82-84. Merki insiste surtout sur la défense.

29. Voir les débats sur le maintien d'un hôpital d'État (*Landesspital*) à Vaduz et la possibilité d'un référendum, « Wegweisendes Jahr für das Landesspital », *Liechtensteiner Vaterland*, 28 janvier 2019. Le déficit d'exploitation de l'hôpital national se monte en effet en 2018 à un peu moins de 600 000 CHF, voir Landesspital Liechtenstein, *Geschäftsbericht 2018*, p. 37.

30. La production 2017 se monte à 68 GWh pour une consommation de 402 GWh d'après les données de L.K.W. [En ligne : <https://www.lkw.li/unternehmen/zahlen-und-fakten.html>].

31. Ministerium für Äusseres, *Aussenpolitischer Bericht*, *op. cit.*, p. 32.

32. L.G.V., *Geschäftsbericht Liechtensteinischer Gasversorgung 2018*, p. 10-11 [En ligne : [https://www.lgv.li/files/attachments/LGV\\_Geschäftsbericht\\_2018.pdf](https://www.lgv.li/files/attachments/LGV_Geschäftsbericht_2018.pdf)].

Le secteur financier, qui s'est formé dans les années 1930 en « commercialisant » le statut d'*Anstalt* (société fiduciaire) et le secret bancaire, s'est certes développé au point de concerner au total près de 80 000 *holdings* au début des années 2000<sup>33</sup>. Il a néanmoins dû accepter la normalisation demandée par les pays de l'Union européenne après 2008 – la principauté, comme la Suisse, a en effet accepté de coopérer en matière de dissimulation fiscale et a ratifié en 2016 la convention d'assistance administrative mutuelle de l'O.C.D.E., qui l'a retirée de la liste « noire » des paradis fiscaux<sup>34</sup>. La lutte contre les mécanismes de blanchiment est devenue par ailleurs une priorité, dans une logique de respectabilité internationale, avec un durcissement des contrôles sur l'origine des fonds déposés dans les sociétés fiduciaires, et des poursuites de plus en plus nombreuses<sup>35</sup>. La vente des timbres-poste quant à elle, qui amenait presque un tiers des recettes publiques en 1965, n'en représente plus que 4,6 % dès 1994<sup>36</sup>. Les naturalisations à motivation fiscale, quant à elles, ont cessé dès 1955 à la suite de l'arrêt *Nottenbohm* de la Cour internationale de La Haye qui en a contesté la validité juridique<sup>37</sup>.

Le poids des services financiers est certes important, mais en retrait du secteur industriel, avec 24 % du P.I.B. contre 38 %. Si les actifs gérés par les fonds liechtensteinois atteignent désormais les 305 milliards de francs suisses, ils ont connu jusqu'en 2017 plusieurs années de stagnation due au ressac de la crise financière de 2008-2009<sup>38</sup>. Le fait que le pays ne dispose ni de banque centrale, ni de bourse, ni de monnaie nationale oblige à un pilotage prudentiel serré, et explique que le pays soit souvent présenté comme un « centre de services financiers » et non comme un « centre financier » à part entière<sup>39</sup>. L'Autorité des marchés financiers (*Finanzmarktaufsicht*) souligne que la prospérité des établissements financiers locaux tient en partie à une structure très stable de

33. C.-M. Merki, « Souveränität... », *art. cit.*, p. 89-100.

34. « Liechtenstein strengthens international tax co-operation – ratifies the Convention on Mutual Administrative Assistance in Tax Matters », communiqué de l'O.C.D.E. du 22 août 2016 [En ligne : <http://www.oecd.org/ctp/exchange-of-tax-information/liechtenstein-strengthens-international-tax-co-operation/ratifies-the-convention-on-mutual-administrative-assistance-in-tax-matters.htm>].

35. La nouvelle loi sur les sociétés fiduciaires doit être examinée par la Diète au second semestre 2019 ; l'Autorité des marchés financiers a par ailleurs annoncé en avril 2019 que 109 procédures pénales dans des affaires de blanchiment avaient été menées en 2018, voir « Revision des Treuhandesgesetz geplant », *Liechtensteiner Vaterland*, 17 avril 2019.

36. C.-M. Merki, « Souveränität »..., *art. cit.*, p. 89.

37. *Ibid.*, p. 86-88.

38. Finanzmarktaufsicht, *Financial Stability Report 2018. Zusammenfassung*, 19 novembre 2018, p. 2 [En ligne : [www.fma-li.li](http://www.fma-li.li)].

39. C.-M. Merki, « Einleitung : Wo das Herz des Kapitalismus schlägt », in *Europas Finanzzentren. Geschichte und Bedeutung im 20. Jahrhundert*, Frankfurt am Main/New York, Peter Lang, 2005, p. 9-20.

l'actionnariat, une capitalisation en fonds propres élevée, une liquidité et une rentabilité très élevées. Mais le facteur principal de la stabilité réside dans «un modèle de gestion relativement conservateur»<sup>40</sup>, fondé sur les activités traditionnelles de gestion de patrimoine (*Private Banking*), en renonçant aux pratiques plus spéculatives de l'*Investment Banking*. En somme, les banquiers de la principauté ont gardé à l'esprit la remarque de Walter Bagehot à propos de la banque privée : «On ne peut imaginer rien de mieux en théorie, rien de plus heureux en pratique, que la banque privée [...]. Un homme dont la richesse, l'intégrité et la compétence sont de notoriété publique, se voit confier des sommes considérables par ses voisins. Cette confiance est strictement personnelle. Les voisins le connaissent, et ont confiance en lui parce qu'ils le connaissent»<sup>41</sup>. Ces caractéristiques – stabilité du capital et des dirigeants, prudence, forte capitalisation et faible endettement – sont communes aux banques et aux entreprises industrielles du pays.

## UN « PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ » INDUSTRIEL ENTRE RHIN ET ALPES

### Un marché du travail saturé et des coûts de production records

Sur le plan de la structure de la population active, la situation est aussi particulière, puisque 54 % des actifs sont des frontaliers non-résidents<sup>42</sup>. Le taux d'emploi théorique est donc d'un emploi pour un habitant, ce qui place là encore la principauté au premier rang mondial avec Monaco : les 20 000 frontaliers suisses, autrichiens et allemands sont aussi nombreux que les Liechtensteinois actifs<sup>43</sup>. Rapporté à la population résidente, le taux d'emploi est équivalent à celui de l'Autriche mais marque le pas par rapport au taux suisse (73 % contre 84 %), même s'il est très supérieur à son

40. *Ibid.*, p. 2 : «ein vergleichsweise konservatives Geschäftsmodell». Sur l'histoire du secteur bancaire au Liechtenstein et la spécialisation durable dans la gestion de patrimoine, voir Alexander Meili, *Geschichte des Bankwesens in Liechtenstein*, Frauenfeld/Stuttgart/Wien, Huber, 2000.

41. «I can imagine nothing better in theory or more successful in practice than private banks [...]. A man of known wealth, known integrity, and known ability is largely entrusted with the money of his neighbours. The confidence is strictly personal. His neighbours know him, and trust him because they know him» (Walter Bagehot, *Lombard Street. A Description of the Money Market*, London, Henry S. King, 1873, p. 267, trad. française *Lombard Street ou le marché financier en Angleterre*, Paris, Librairie Germer Baillière, 1874, p. 185).

42. *Statistisches Jahrbuch*, *op. cit.*, p. 166.

43. La proportion d'étrangers dans la population résidente ne se monte quant à elle «qu'à» 34 %, le pays ayant fait le choix d'une limitation du nombre de permis de séjour afin de limiter la proportion des non-nationaux à un tiers.

équivalent français (64 %)<sup>44</sup>. La main-d'œuvre totale croît par ailleurs de manière continue : +1,6 % en moyenne annuelle sur les 5 dernières années, avec un pic de 2,6 % annoncé en 2018 – et les 1 000 travailleurs supplémentaires sont essentiellement employés dans le secteur secondaire<sup>45</sup>. Il en résulte que le chômage est résiduel : il a atteint un étiage historique de 1,7 % de la population active en avril 2019, soit 0,1 point de moins que l'année précédente, avec trois postes vacants pour un demandeur d'emploi<sup>46</sup>. À l'inverse d'un pays comme la France, les jeunes et les salariés âgés sont de surcroît les moins touchés par le chômage, avec des taux respectifs de 1,6 % et 1,4 %, ce qui tend à montrer que ce chômage est strictement frictionnel et touche avant tout les actifs qui passent d'un emploi à un autre. Il en résulte que les salaires dépassent ceux pratiqués en Suisse, et sont les plus élevés du monde : le salaire brut médian des employés de l'industrie atteignait, en 2014, 6 518 CHF, avec un maximum de 7 732 CHF dans le secteur des constructions mécaniques<sup>47</sup> :

Branche	Salaire médian (CHF, 2014)
Carrières, alimentation, textile	5 231
Bois, papier, imprimerie	5 780
Chimie, verre, cristal, céramiques	5 948
Métallurgie	6 367
Machines, véhicules, électronique	7 732
Énergie	6 461
B.T.P.	5 797

Fig. 2. Les salaires médians par branches dans l'industrie (2014)<sup>48</sup>

## Un paysage industriel dynamique, innovant et spécialisé

En termes de densité du réseau d'entreprises, le Liechtenstein est aussi le pays des records, avec une entreprise pour 9 habitants, quand on en compte une pour 24 en Allemagne et en Autriche, une pour 23 en Suisse, et

44. INSEE, « Indicateurs de richesse nationale », 2018 [En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281596?sommaire=3281778#tableau-figure2>].

45. Estimations du *Amt für Statistik* pour 2018, cités dans « Fast 1.000 Beschäftigte mehr », *Liechtensteiner Vaterland*, 17 avril 2019.

46. Communiqué de l'*Arbeitsmarkt Service Fürstentum Liechtenstein*, repris dans : « Weiter tiefe Arbeitslosenquote », *Liechtensteiner Vaterland*, 9 mai 2019.

47. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 152.

48. *Amt für Statistik*, Vaduz, 2018 (1 € = 1,13 CHF au 14 mai 2019).

une pour 15 aux États-Unis<sup>49</sup>. Le nombre de « sociétés-façades » est finalement réduit par rapport à l'ensemble, étant donné que les nouvelles entreprises sont créées par des Liechtensteinois pour les trois-quarts d'entre elles<sup>50</sup>. Les domaines d'activité des entreprises industrielles sont caractéristiques d'une économie de niches : hyper-spécialisation, petites structures, innovation et main-d'œuvre très qualifiée. Les stratégies de production sont ciblées sur certains secteurs-clefs : équipements automobiles de pointe, chimie, couches fines, matériel médical avec comme produit-pilote les prothèses dentaires, mais également des produits de consommation courante comme le linge de lit de Dorbena AG, dont la zone de chalandise se limite à la Franconie<sup>51</sup>.

La taille réduite des entités, la nature familiale de la structure capitaliste les rend vulnérables à la concurrence, et la *success story* liechtensteinoise connaît aussi les faillites industrielles, comme celle de Perkin-Elmer Censor en 1988, puis à nouveau en 1993 après une ultime tentative de sauvetage<sup>52</sup>. Autre victime d'une adaptation manquée à l'innovation technologique : Contina, dont le produit-phare était la machine à calculer mécanique Curta, mais dont le développement des calculatrices électroniques a entraîné la fermeture en 1972, et le licenciement des 150 employés<sup>53</sup>. Le paysage industriel comporte cependant maints exemples de P.M.E. de création récente, qui répondent à cette double logique d'hyper-spécialisation et de développement mondial, comme Neutrik A.G. Créée en 1975 par Bernhard Weingartner, cette firme qui produit des connecteurs audio et se situe parmi les leaders mondiaux du secteur a ouvert des sites de production sur l'île de Wight en 1986, puis à Ningbo en Chine en 1994. Neutrik emploie désormais 750 personnes, dont 250 au Liechtenstein, avec des filiales aux États-Unis, en Allemagne, au Royaume-Uni, mais aussi au Japon et en Chine<sup>54</sup>. Autre exemple,

49. Regierung des Fürstentums Liechtenstein, *Standortstrategie 2.0*, mai 2016, p. 10.

50. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 225 : sur 372 nouvelles entreprises en 2015, 296 sont créées par des résidents et 90 par des étrangers ; en 2016, respectivement 313 et 132.

51. C.-M. Merki, « Dorbena AG », in *Historisches Lexikon des Fürstentums Liechtenstein* [En ligne : [https://historisches-lexikon.li/Dorbena\\_AG](https://historisches-lexikon.li/Dorbena_AG)]. Voir aussi Emanuel Wenaweser, Harald Wanger, « ...so müssen die Industrien vermehrt werden... », *Industrie in Schaan von den Anfängen bis zur Mitte des 20. Jahrhunderts*, Schaan, Gemeinde Schaan, 2000, p. 25-27.

52. Martina Sochin D'Elia, « Perkin-Elmer Censor AG », in *Historisches Lexikon des Fürstentums Liechtenstein* [En ligne : [https://historisches-lexikon.li/Perkin-Elmer\\_Censor\\_AG](https://historisches-lexikon.li/Perkin-Elmer_Censor_AG)]. Sur les circonstances de la faillite : *Liechtensteiner Vaterland*, 11 mars 1988 et 28 décembre 1993 ; *Liechtensteiner Volksblatt*, 11 mars et 14 octobre 1988.

53. C.-M. Merki, « Contina AG », in *Historisches Lexikon des Fürstentums Liechtensteins* [En ligne : [https://historisches-lexikon.li/Contina\\_AG](https://historisches-lexikon.li/Contina_AG)].

54. *Wirtschaft Regional*, 28 octobre 2006 ; C.-M. Merki, *Wirtschaftswunder*, op. cit., p. 93-94.

Kaiser A.G., qui était au départ une petite entreprise de textile traitant les laines de moutons, fondée en 1913. À partir des années 1950, la firme se spécialise dans les pompes et les véhicules permettant le nettoyage des réseaux urbains de canalisations et les pelles araignées, à partir de ses propres brevets. L'entreprise, toujours détenue et dirigée par Markus Kaiser, emploie 500 personnes et produit au Liechtenstein, en Italie, en Slovaquie, en Autriche, en Finlande et aux États-Unis; ses produits sont utilisés aujourd'hui dans près de 1 000 villes dans le monde<sup>55</sup>. Kubatec, dans le domaine du génie des matériaux, est de son côté l'inventeur du procédé Betonamit qui permet la destruction sans explosion des roches ou du béton dans le cadre de travaux de génie civil<sup>56</sup>.

### Les fers de lance : les entreprises de la Chambre d'Industrie

Sur le plan de son organisation, l'industrie de la principauté frappe par son intégration institutionnelle. La Chambre de commerce et d'industrie (*Liechtensteinische Industrie- und Handelskammer*) joue en même temps le rôle de syndicat patronal, tout en étant dominée de manière très nette par l'industrie : les 32 principales entreprises industrielles représentent 83 % du total des entreprises membres – dans un paysage industriel qui demeure très stable, puisqu'elles étaient 33 en 1990<sup>57</sup>. Les sièges sociaux de 25 d'entre elles se trouvent dans la principauté, et 22 firmes ont pour actionnaire majoritaire la famille de leur fondateur<sup>58</sup>. Ces firmes industrielles se sont presque toutes formées après la Seconde Guerre mondiale, à partir d'ateliers familiaux préexistants. La structure du capital et l'importance des fonds propres permettent une gouvernance très stable marquée par la longévité des dirigeants, à commencer par le « géant des perceuses », Hilti A.G. et ses 29 000 salariés dans le monde : Kaspar Hilti a transmis en 2019 la direction à ses deux filles après cinquante ans à la tête de l'entreprise<sup>59</sup>. La Chambre de commerce, quant à elle, n'a compté que cinq présidents depuis 1945, et offre le visage d'un entre-soi propice au consensus et aux visions de long terme.

Certaines de ces firmes ont certes subi une prise de contrôle par des concurrents suisses, comme Hilcona dans l'agro-alimentaire, passée sous le contrôle de Bell à la suite du rachat des parts du *trust* familial Toni Hilti

55. Kaiser A.G., « Profil » [En ligne : <https://www.kaiser.li/fr/entreprise/>]; voir sur l'histoire de Kaiser A.G. : Veronika Marxer, *100 Jahre Innovation. 100 Jahre Kaiser*, Schaan, Kaiser A.G., 2014.

56. Kubatec BMT. A.G., « Unternehmen » [En ligne : <https://www.betonamit.com/unternehmen/>].

57. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 131.

58. Voir fig. 6.

59. « Kaspar Hilti übergibt das Zepter », *Liechtensteiner Vaterland*, 12 avril 2019.

en 2017<sup>60</sup>. Mais c'est le scénario inverse qui est le plus fréquent : des sociétés liechtensteinoises qui rachètent des concurrents parfois plus gros qu'elles, dans une logique de croissance externe. Ivoclar Vivadent a ainsi acquis l'Américain Sagemax Biceramics en 2017<sup>61</sup>, tandis qu'Oerlikon Balzers, un des leaders mondiaux des couches fines, acquiert la division Metco du groupe suisse Sulzer en juin 2014<sup>62</sup>. Les résultats financiers de ces firmes agiles sont hors du commun : la presse s'inquiète un peu lorsque la marge brute d'Inficon A.G. passe en-dessous de 50 % au dernier trimestre 2018, pour se rassurer aussitôt car le résultat net reste de 19 % du chiffre d'affaires<sup>63</sup>. Peut-être par coïncidence, la seule firme à connaître des inquiétudes actuellement est aussi la seule à dépendre d'une grande firme transnationale étrangère. Les salariés de Thyssenkrupp Presta A.G., filiale liechtensteinoise de Thyssen-Krupp, spécialisée dans les arbres à cames et les colonnes de direction de voitures, ont en effet accueilli avec appréhension l'annonce en avril 2019 de la suppression de 6 000 postes à l'échelle du groupe, dont les deux tiers en Allemagne, dans le cadre de la fusion envisagée avec Tata Steel<sup>64</sup>.

Firme – Structure du capital	Siège – Fondation	Branche
1. ThyssenKrupp Presta A.G.	Essen/Duisburg (DE) – Eschen (LIE) – 1941	Automobile – Arbres à cames, colonnes de direction
2. Hilti A.G. (Fam. Hilti)	Schaan (LIE) – 1941	Mécanique (perforatrices)
3. Oerlikon Balzers	Balzers (LIE) – 1946	Couches minces
4. Swarovski/Elastinwerke A.G. (Fam. Langes-Swarovski)	Wattens (AU) – 1895	Cristal, appareils de précision et de polissage
5. Ivoclar Vivadent A.G. (Fam.)	Schaan (LIE) – 1923	Chimie/Pharmacie
6. Hilcona A.G. (Bell)	Schaan (LIE) – 1935	Agro-alimentaire
7. Hoalwerk A.G. (Fam.)	Vaduz (LIE) – 1932	Chauffage/Génie climatique
8. Neutrik A.G. (Fam.)	Schaan (LIE) – 1975	Connecteurs audio
9. Bodycote Rheintal A.G.	Macclesfield (UK) - 1923	Traitement thermique

60. Communiqué Bell Food Group, 14 septembre 2017 [En ligne : <https://www.bellfoodgroup.com/en/press-release/competition-authorities-approve-the-full-takeover-of-hilcona-ag-by-bell-food-group-ltd/>].

61. Communiqué Ivoclar, 25 septembre 2017 [En ligne : <http://www.ivoclarvivadent.com/de/medienmitteilungen-unternehmen/ivoclar-vivadent-uebernimmt-sagemax-bioceramics-inc>].

62. « Oerlikon Balzers celebrates 70 years of innovation », *Liechtenstein-Business*, 12 juillet 2016 [En ligne : <https://www.liechtenstein-business.li/en/news-detail/article/oerlikon-balzers-celebrates-70-years-of-innovation/>].

63. « Inficon : Erstes Quartal lief wie erwartet », *Liechtensteiner Volksblatt*, 17 avril 2019.

64. « Einstellungsstop in Eschen? », *Liechtensteiner Vaterland*, 10 mai 2019.



Firme – Structure du capital	Siège – Fondation	Branche
10. F.M.A. Mechatronic A.G. (Fam.)	Schaan (LIE) – 1955	Traitement de l'aluminium
11. Inficon A.G.	Bad Ragaz (CH), Balzers (LIE) – 1969	Instruments de contrôle
12. LiCONic A.G.	Mauren (LIE) – 1990	Biotechnologies, robots d'incubation
13. Listemann A.G. (Fam.)	Bendern (LIE) – 1990	Maintenance en processus thermiques
14. Ludwig Elkuch A.G. (Fam.)	Bendern (LIE) – [1949]	Ferblanterie industrielle
15. Neu-Elektrik A.G. (Fam.)	Schaan (LIE) – 1966	Automation, systèmes de pilotage électrique
16. NTi Audio A.G. (Fam.)	Schaan (LIE) – 2000	Installations/analyseurs électro-acoustiques
17. Optics Balzers A.G.	Balzers (LIE) – 2009	Couches fines optiques
18. Umicore Thin Film A.G.	Bruxelles (BE) – 1989	Couches minces métalliques
19. Teknos Feyco A.G. (Fam. Kilkka)	Helsinki (FI) – 1948	Chimie/laques industrielles
20. Herbert Ospelt Anstalt (Fam.)	Bendern (LIE) – 1958	Agro-alimentaire
21. Dorbena A.G. (Fam.)	Vaduz (LIE) – 1963	Textile
22. Gardella Est. (Fam.)	Schaan (LIE) – 1976	Textile
23. Bemer Int. A.G. (Fam.)	Triesen (LIE) – 1998	Matériel médical
24. Schaedler A.G. (Fam. Eigenmann)	Nendeln (LIE) – 1836	Céramiques
25. Kubatec BMT A.G. (Fam.)	Ruggell (LIE) – 1971	Chimie et génie des matériaux
26. Liecht. Gasvergorgung (État)	Schaan (LIE) – 1985	Gaz naturel, biomasse
27. Liecht. Kraftwerke (État)	Vaduz (LIE) – 1923	Électricité
29. Pantec (Fam. Braun)	Ruggell (LIE) – 1990	Systèmes de contrôle
30. Kaiser A.G. (Fam. Kaiser)	Schaan (LIE) – 1950	Véhicules de nettoyage
31. Labormed. Zentrum Dr. Risch (Fam. Risch)	Schaan (LIE) – 1986	Biotechnologies
32. Elgo-Batscale A.G.	Balzers (LIE) – 1998	Bandes magnétiques

Fig. 3. Les firmes industrielles de la Chambre de commerce et d'industrie du Liechtenstein (L.I.H.K.)<sup>65</sup>

65. Données de la L.I.H.K. et des entreprises (1 € = 1,13 CHF au 14 mai 2019).

## SMALL IS BEAUTIFUL ? LES FACTEURS D'UNE COMPÉTITIVITÉ EXCEPTIONNELLE

### Un commerce extérieur florissant grâce à l'industrie

Au total, les 32 entreprises industrielles de la L.I.H.K. emploient près de 10 000 personnes sur place, mais 50 000 à l'étranger réparties entre 239 filiales, et ce nombre a doublé depuis 2002<sup>66</sup>. Leur chiffre d'affaires total dépasse le P.I.B. du pays, et a encore crû à l'étranger de 9 % au premier semestre 2019 par rapport à 2018<sup>67</sup>. Malgré les coûts de production élevés, il s'agit de l'économie industrialisée au taux d'ouverture le plus fort, en raison de l'exiguïté du marché intérieur<sup>68</sup> : les exportations de biens se montent à 3355 milliards de CHF en 2016, soit 56 % du PIB<sup>69</sup>. Le solde extérieur est fortement excédentaire avec des importations qui représentent en moyenne une grosse moitié des exportations depuis 1972 : son évolution est intéressante dans la mesure où les importations sont moins dynamiques que les exportations malgré une compétitivité-prix très défavorable, et un franc suisse qui s'est apprécié de 24 % face à l'euro depuis 2008<sup>70</sup>. La répartition des exports montre quant à elle une nette prédominance de l'Europe et de l'Amérique du Nord, assez attendue eu égard à la spécialisation de l'industrie du pays dans les produits à très forte valeur ajoutée<sup>71</sup> :

Région	Exports en valeur (1 000 CHF)	%
Europe	2 036 100	60,7
dont U.E.	1 821 594	54,3
Afrique	36 509	1,1
Asie	592 243	17,7
dont Chine et Japon	292 380	8,7

66. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 226-227 : 9 981 employés au 31 décembre 2016, dont 879 à temps partiel et 414 apprentis ; 49 885 à l'étranger dont 24 678 occupent des postes de production.

67. « L.I.H.K. Mitgliedsunternehmen mit erfolgreichem Geschäftsjahr », *Liechtensteiner Vaterland*, 8 mai 2019.

68. Liechtensteinisches Marketing, *Der Industriestandort*, Vaduz, 2017, p. 13-19, à partir des données 2016 du ministère de l'Économie.

69. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 171 à partir des données des douanes suisses. La quasi-totalité (98,9 %) des exportations sont des biens industriels, *ibid.*, p. 173.

70. *Ibid.*, série du commerce extérieur depuis 1972. La croissance des importations se monte à 3,4 % en 2016, contre 4,3 % pour les exportations. En 2010, les exportations croissaient de 7,9 %, tandis que les importations se rétractaient de 2,2 %.

71. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 175.

Région	Exports en valeur (1 000 CHF)	%
Amérique	665 722	19,8
dont A.L.E.N.A.	506 856	15,1
Océanie	24 639	0,7

Fig. 4. Les exportations du Liechtenstein par région du monde, en valeur et en %<sup>72</sup>

### L'obligation de performance en matière de R&D et de formation

Le maintien d'une industrie fortement spécialisée et fondée sur des niches de haute technologie explique l'effort considérable des investissements en recherche et développement, qui atteignent 8 % du PIB, soit le taux le plus élevé du monde<sup>73</sup>. Un système de formation supérieure sans commune mesure porte une partie de l'effort : depuis 1961, l'Université du Liechtenstein axe ses formations sur les cursus en rapport avec les activités de l'économie locale : finance, génie mécanique, électronique, architecture, aménagement, et offre un modèle de formation et de recherche « micro », avec 200 étudiants de 40 nationalités, fortement encadrés et bénéficiant de conditions d'étude et de recherche exceptionnelles. L'université technique transfrontalière *Interstaatliche Hochschule für Technik* et le centre de recherche RhySearch reproduisent ce modèle à Buchs sur la rive suisse du Rhin, avec le soutien logistique et financier de la principauté<sup>74</sup>. L'apprentissage, comme en Allemagne, en Autriche ou en Suisse, est également à l'honneur puisque choisi par 30 % des adolescents<sup>75</sup> : chez Kaiser A.G., les places d'apprenti sont publiées en ligne et « si rien ne vous convient, il vous est possible de venir spontanément à nous en déposant une candidature », avec interface de téléchargement de C.V. et de lettre de motivation<sup>76</sup>. Du côté des lycéens, la Chambre d'industrie pilote la junior-entreprise du lycée de Vaduz qui compte 115 membres, organise des visites d'entreprises et pré-recrute les stagiaires en coordination avec la direction du lycée<sup>77</sup>.

72. Amt für Statistik, Vaduz, 2018 (1 € = 1,13 CHF au 14 mai 2019).

73. « Liechtenstein investiert in Forschung und Entwicklung », *Handelskammerjournal. Ein Service der Handelskammer Deutschland-Schweiz*, 30 juillet 2014 [En ligne : <https://www.handelskammerjournal.ch/liechtenstein-investiert-in-forschung-und-entwicklung>].

74. « Gut zu wissen : Universität Liechtenstein », *Handelskammerjournal. Ein Service der Handelskammer Deutschland-Schweiz*, 15 juillet 2014 [En ligne : <https://www.handelskammerjournal.ch/gut-zu-wissen-universitaet-liechtenstein>].

75. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 298.

76. Kaiser A.G., « Emplois & formations » [En ligne : <https://www.kaiser.li/fr/entreprise/emplois-formationen/>].

77. « Gymnasiasten gründen und führen ein eigenes Unternehmen », *Liechtensteiner Volksblatt*, 6 juillet 2018.

	Chiffre d'affaires	Fonds propres	Résultat net	Emplois
L.KW. (2018)	96,9 m. CHF	308,5 m. CHF	5,9 m. CHF	177
E.D.F. (2018)	68,9 M. €	52,6 M. €	1,2 M. €	162 208
L.GV. (2018)	23,7 m. CHF	51,3 m. CHF	2,3 m. CHF	16
Engie/G.D.F. (2017)	60,5 M. €	42,5 M. €	2,3 M. €	151 667

	Fonds propres/C.A	Résultat/C.A.	C.A./Emplois	Résultat/Emplois
L.KW	3,18	0,061	547 457 CHF	36 900 CHF
E.D.F.	0,76	0,017	424 000 €	7 397 €
L.GV.	2,16	0,097	1481000 CHF	143750 CHF
Engie/G.D.F	0,70	0,038	390 000 €	15 164 €

Fig. 5. Comparaison des masses comptables, E.D.F./Liechtensteinische Kraftwerke et Engie-G.D.F./Liechtensteinische Gasversorgung (2017-2018)<sup>78</sup>

### « Méga » ou « micro » ?

Paradoxalement, la taille réduite des structures paraît être un atout majeur qui explique leur compétitivité. Les firmes les plus grandes du pays correspondent à une entreprise industrielle de taille très moyenne en France ou en Allemagne et invitent à relativiser l'idée des économies d'échelle liées aux grandes structures. Dans le domaine de l'électricité et du gaz, la principauté présente par exemple deux fournisseurs dont la taille est microscopique par rapport à leurs équivalents allemands, et surtout face aux quasi-monopoleurs français que sont E.D.F. et Engie. Les tarifs de ces deux énergies se situent pourtant en deçà de la moyenne des fournisseurs suisses, les profits sont plus importants avec une capitalisation en fonds propre vertigineuse, et autofinancent leurs investissements d'infrastructures, en reversant une partie de leurs bénéfices à l'État. Comparer les grandes masses comptables et les ratios des quatre entreprises apporte un éclairage sur la « taille critique » au-delà de laquelle les économies d'échelles

78. EDF, Engie/GDF, L.KW., L.GV. (1 € = 1,13 CHF au 14 mai 2019). Pour l'électricité, voir L.KW., *Jahrebericht 2018*, p. 35; E.D.F., *Comptes consolidés au 31.12.2018*, p. 4 [En ligne : <https://www.edf.fr/sites/default/files/contrib/groupe-edf/espaces-dedies/espace-finance-fr/informations-financieres/informations-reglementees/resultats-annuels/2017/pdf/resultats-annuels-2017-comptes-consolides-20180216.pdf>]. Pour le gaz, voir L.GV., *Geschäftsbericht Liechtensteinischer Gasversorgung 2018*, p. 21-22 [En ligne : [https://www.lgv.li/files/attachments/LGV\\_Geschaeftsbericht\\_2018.pdf](https://www.lgv.li/files/attachments/LGV_Geschaeftsbericht_2018.pdf)]; ENGIE, *Rapport d'activité et états financiers annuels 2017*, p. 6, p. 32 et p. 151 [En ligne : [https://www.engie.com/wp-content/uploads/2018/03/engie\\_rapport-dactivite-et-etats-financiers-consolides-annuels-2017-1.pdf](https://www.engie.com/wp-content/uploads/2018/03/engie_rapport-dactivite-et-etats-financiers-consolides-annuels-2017-1.pdf)].

deviennent négatives : les deux petites compagnies liechtensteinoises sont respectivement 3 et 4 fois plus profitables que les deux françaises, avec un facteur 9,5 et 5 pour le résultat net par emploi (fig. 5).

## UN UNIVERS POLITIQUE ET SOCIAL STABLE : CONSENSUS ET « PUBLIC MANAGEMENT »

Les performances de l'industrie liechtensteinoise s'expliquent également par la continuité et la stabilité des politiques publiques et du cadre légal et fiscal, qui tiennent à des facteurs politiques et sociaux eux aussi particuliers. En premier lieu, le consensus est de tradition entre les deux partis politiques, qui gouvernent toujours en grande coalition depuis 1938, à l'exception d'une parenthèse entre 1997 et 2005 : le Parti populaire progressiste (*Fortschrittliche Bürgerpartei*), et l'Union patriotique (*Vaterländische Union*). Les deux formations rassemblaient la totalité des électeurs jusqu'en 1997, et 7 électeurs sur 10 aujourd'hui<sup>79</sup>. Si la F.B.P. est de sensibilité plus catholique-conservatrice que la V.U., plutôt sociale-libérale, les deux partis sont fondamentalement centristes et d'accord sur le maintien d'une gouvernance ordo-libérale empreinte de tradition catholique-sociale, de rigueur budgétaire et de liberté entrepreneuriale. Les deux partis apparaissent donc comme des partenaires plus que comme des concurrents, et encore moins des adversaires ; les enjeux liés à la conquête et à la conservation du pouvoir, dans ce contexte, passent au second plan derrière ceux de la gestion stratégique du pays. Le dialogue social offre lui aussi un visage consensuel et participatif, avec des prises de positions parfois saisissantes pour un observateur français. L'unique syndicat, le *Liechtensteinischer ArbeitnehmerInnen Verband*, pousse ainsi à la flexibilisation du droit du travail, dans un contexte de sur-emploi. Les vifs débats sur le temps de travail voient le syndicat considérer avec intérêt la solution autrichienne, où les semaines de 60 heures sont légales dans l'artisanat, tandis que le gouvernement souhaite s'en tenir pour l'instant à la règle en vigueur dans l'E.E.E. d'une semaine de 48 heures maximum, avec lissage sur un rythme quadri-mensuel<sup>80</sup>.

79. Les élections de 2017 ont donné 9 sièges au F.B.P. et 8 à la V.U., sur les 25 que compte la Diète, avec respectivement 35,2 % et 33,7 % des voix. Des cinq portefeuilles ministériels, 3 sont au F.B.P. et 2 à la V.U. La V.U. a gouverné seule de 1997 à 2001 et le F.B.P. de 2001 à 2005, en ayant recueilli respectivement la majorité absolue des suffrages.

80. Table-ronde organisée le 1<sup>er</sup> mai 2019 entre les dirigeants du syndicat et le ministre de l'Économie Daniel Risch : « Arbeitsgesetz wird laufend angepasst », *Liechtensteiner Vaterland*, 11 mai 2019.

L'interpénétration entre les cercles de décision politique, la vie démocratique et la direction des entreprises est elle aussi frappante, souvent à travers des lignées familiales. La dynastie régnante en est l'exemple, puisque le chef de l'État est simultanément le dirigeant d'une des principales entreprises du pays : la holding LGT, qui est la plus grande institution familiale de *Private Banking* au monde<sup>81</sup>. Le prince Hans-Adam a par ailleurs diversifié les activités de sa fondation *Stiftung Fürst Liechtenstein*, notamment dans le génie agro-alimentaire à travers la culture du riz transgénique RiceTec au Brésil<sup>82</sup>. Une culture stratégique commune unit les chefs d'entreprises et les décideurs politiques, dans la mesure où il s'agit souvent des mêmes personnes. L'entreprise de céramique Schaedler est par exemple organiquement liée au Parti populaire progressiste, à travers une lignée d'hommes et de femmes politiques, actuellement représentée par Susanne Eberle-Strub, députée au *Landtag* depuis 2017 et présidente de la délégation liechtensteinoise au Conseil de l'Europe<sup>83</sup>. Son grand-oncle David Strub a été maire de Vaduz de 1942 à 1966 et député de 1945 à 1957, en siégeant simultanément au conseil d'administration de la *Liechtensteinische Landesbank* de 1945 à 1958<sup>84</sup>. Son grand-père maternel Eugen Schädler, dirigeant de l'entreprise éponyme, a quant à lui été député de 1939 à 1957 et a siégé aux conseils d'administration de la compagnie d'électricité L.KW. (1947-51) ainsi qu'à celui de la V.P. Bank (1956-59)<sup>85</sup>. Il épouse en 1929 Elwina, la fille du chef du gouvernement, Josef Hoop : leur fille, Emma Eigenmann, sera la première femme députée, de 1986 à 1993. Les profils de David Strub et Eugen Schädler montrent l'interpénétration du mandat électif, de l'expertise patronale et de la participation aux prises de décisions dans d'autres entreprises industrielles et bancaires, ainsi que la continuité aussi bien économique que politique, dans le cadre d'un parti politique qui est perpétuellement au pouvoir.

La principauté affiche enfin un faible degré d'étatisation de l'économie, même si elle peut compter sur un « État-pilote » efficace en termes d'infrastructures et de services publics. Le « taux d'État » (*Staatsquote*) présente

81. « LGT im Überblick : Zahlen & Fakten » [En ligne : <https://www.lgt.li/de/ueber-uns/unternehmensprofil/zahlen-und-fakten/>].

82. Stiftung Fürst Liechtenstein, « RiceTec » [En ligne : <http://www.sfl.li/de/betriebe/ricetec.html>].

83. Entrevue accordée par Susanne Eberle-Strub à la chaîne de télévision FL1 [En ligne : <http://www.local-tv.net/news/susanne-eberlestrub?1f1>].

84. « David Strub (1897-1985) : Ein Politiker der alten Garde », *Liechtensteiner Vaterland*, 7 avril 2010.

85. « Nachruf Eugen Schaedler », *Liechtensteiner Volksblatt*, 25 septembre 1973.

un niveau record de 24,5 % de dépenses publiques dans le P.I.B.<sup>86</sup>, quand il culmine à 56 % en France ou au Danemark. Le budget des administrations publiques connaît un solde excédentaire de 227 millions de CHF en 2016, avec près d'1,7 milliard de CHF de réserves pour l'État, auquel s'ajoute un milliard de réserves supplémentaires pour les 11 communes<sup>87</sup>. Là encore, le pays fait de nécessité vertu : le prince Alois insiste sur le fait qu'un petit État sans monnaie nationale ne peut se permettre de s'endetter sur les marchés internationaux<sup>88</sup>. Ce solde structurel durablement positif des administrations publiques permet de maintenir une pression très faible sur les entreprises, avec un taux uniforme de 12,5 % pour l'impôt sur les bénéfices<sup>89</sup>. Par ailleurs, la forte capitalisation des entreprises industrielles en fonds propres, y compris pour les petites entreprises, contribue au faible endettement global du pays<sup>90</sup>.

En somme, le Liechtenstein présente un modèle de résistance à la désindustrialisation très spécifique, et sans doute non transposable tant il tient à ses particularités de micro-État, et à une cohésion politique et sociale inhabituelle. Il est fréquent de voir dans les très petits États des « survivances » comme si les autres États n'en étaient pas également. *If state size matters* : une question qui se pose également pour d'autres petits États qui parviennent à exercer un rôle, niché mais bien réel, dans la mondialisation, tels que le Luxembourg, Bahreïn ou le Qatar<sup>91</sup>. Ces interrogations sur le *Kleinstaat* et son avenir en tant que modèle politique et économique sont au centre de la réflexion politique au Liechtenstein<sup>92</sup>. Elles se posent de la même manière dans les autres micro-États européens, qui se signalent tous par des stratégies économiques couronnées de succès, même

86. Regierung des Fürstentums Liechtenstein, *Standortstrategie 2.0*, op. cit., p. 19. Ce chiffre inclut une partie seulement des prélèvements sociaux, une part importante de la protection sociale étant assurée par des mutuelles privées, comme en Suisse.

87. *Statistisches Jahrbuch*, op. cit., p. 327-331.

88. Entrevue accordée par S.A.S. le Prince Alois von und zu Liechtenstein au *Liechtensteiner Volksblatt*, 15 août 2018 [En ligne : [http://www.lfsg.org/Portals/o/Volksblatt\\_20180815.pdf](http://www.lfsg.org/Portals/o/Volksblatt_20180815.pdf)].

89. Gesetz vom 23.9.2010 über die Landes- und Gemeindesteuern, *Liechtenstein Landesgesetzblatt*, 340, 18 novembre 2010, art. 44 sq. [En ligne : <https://www.gesetze.li/konso/2010340000>].

90. Finanzmarktaufsicht, *Financial Stability Report*, op. cit., p. 4.

91. Sebastian Wolf (dir.), *State size matters. Politik und Recht im Kontext der Kleinstaatlichkeit und Monarchie*, Berlin, Springer, 2016, notamment p. 199-218 sur le Qatar.

92. Graf Mario von Ledebur-Wicheln, « Die optimale Dimension. Ein Problem der politischen Philosophie », in : *Probleme des Kleinstaates gestern und heute*, Vaduz, L.A.G., 1976, p. 9-58. Voir aussi, sur la place des micro-États dans la globalisation, Shmuel Noah Eisenstadt, « Small States in the "Post-Modern Era" », in A. Waschkun (dir.), *Kleinstaat. Grundsätzliche und aktuelle Probleme*, Vaduz, L.A.G., 1993, p. 107-120.



si le Liechtenstein et le Luxembourg sont seuls parmi eux à disposer d'un appareil industriel performant<sup>93</sup>. La taille et la population réduites de la principauté permettaient de dire en 1979 qu'elles ne pouvaient « créer une assise solide susceptible de donner au pays une économie nationale »<sup>94</sup>. La mondialisation remet cependant en question cette catégorisation, qui distingue des « États viables » et d'autres qui ne le seraient pas, dans un contexte global où seuls les États-continentaux peuvent cultiver l'illusion de l'autonomie. Des États comme la Suisse, l'Autriche, les Pays-Bas ou la Suède offrent-ils une « assise » plus solide en termes de marché intérieur, de ressources naturelles et humaines, ou de volume des capitaux disponibles dans un contexte mondial ? Ils présentent pourtant, eux aussi, le visage d'économies encore fortement industrielles, dont les exportations et l'emploi sont tirés par un secteur secondaire innovant et dynamique. La particularité du Liechtenstein réside sur un mode d'organisation économique et politique où l'efficacité est la condition de la survie, avec en toile de fond une dépendance extérieure paroxystique, d'où, sans doute, le haut degré d'institutionnalisation du capitalisme local, mais aussi l'esprit de consensus, d'agilité et de pragmatisme qui oriente aussi bien les décisions politiques que celles des entreprises<sup>95</sup>.

93. Martin Georg Kocher, *Very Small Countries : Economic Success Against All Odds*, Vaduz, L.A.G., 2002 ; C.-M. Merki, *Kleine Staaten, grosser Erfolg ? Überlegungen aus wirtschaftsgeschichtlicher Sicht*, in D. Langewiesche (dir.), *Kleinststaaten in Europa. Symposium am Liechtenstein-Institut zum Jubiläum 200 Jahre Souveränität des Fürstentums Liechtenstein 1806-2006*, Vaduz, L.A.G., 2007, p. 205-224.

94. A.-L. Sanguin, « Le Liechtenstein, principaux aspects.... », art. cit., p. 429.

95. Hubert Büchel, « Entwicklung der liechtensteinischen Bevölkerung und Wirtschaft : Ist klein fein ? », in P. Geiger, A. Waschkun (dir.), *Liechtenstein : Kleinheit und Interdependenz*, Vaduz, L.A.G., 1990, p. 277-296. Voir également Kurt Rotschild, « Kleinstaat und Interdependenz. Anmerkungen zur Kleinstaatentheorie aus ökonomischer Sicht », in A. Waschkun (dir.), *Kleinstaat...*, op. cit., Vaduz, L.A.G., 1993, p. 71-88.